



FIDUCIAL

AUDIT

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Paris la Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 LA DEFENSE cedex - Site : www.fiducial.fr

***Association pour la Gestion des Restaurants des
Administrations Financières***

A.G.R.A.F

Association Loi 1901

8, avenue des Minimes-BP 73

94300 Vincennes

**Rapport du commissaire
aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Association pour la Gestion des Restaurants des
Administrations Financières**
A.G.R.A.F
Association Loi 1901

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée Générale de l'Association pour la Gestion des Restaurants des
Administrations Financières – A.G.R.A.F.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières – A.G.R.A.F, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité de direction arrêté le 15 mai 2024 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Association pour la Gestion des Restaurants des Administrations Financières

8 avenue des Minimes - BP 71

94300 VINCENNES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

www.agraf-asso.fr

COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2023

ASSEMBLEE GENERALE DU 25 JUIN 2024

SOMMAIRE

BILAN.....	4
COMPTE DE RESULTAT.....	6
1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
1.1. PRINCIPES GENERAUX.....	7
1.2. PRINCIPALES METHODES UTILISEES.....	7
1.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7
1.2.2. DUREE ET MODE D'AMORTISSEMENT.....	7
1.2.3. STOCKS	7
1.2.4. CREANCES	8
2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	8
2.1. BILAN ACTIF	8
2.1.1. TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	8
2.1.2. TABLEAU DES AMORTISSEMENTS.....	8
2.1.3. ACTIF CIRCULANT.....	9
2.1.3. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	9
2.1.4. COMPTES DE REGULARISATION	9
2.2. BILAN PASSIF	9
2.2.1. FONDS PROPRES	9
2.2.2. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	10
2.2.3. AVANCES CLIENTS-DEPOTS USAGERS.....	10
2.2.4. DETTES.....	10
2.2.5. CHARGES A PAYER.....	10
2.2.6. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE.....	11
3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	11
3.1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CLIENTS	11
3.2. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	11
3.3. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	12
3.4. PRODUITS FINANCIERS.....	12
3.5. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS / TRANSFERT DE CHARGES.....	12
3.6. MISE A DISPOSITION DE MOYENS PAR LE MINISTERE	12
3.6.1. SERVICES ADMINISTRATIFS DU SIEGE	12
3.6.2. MISE A DISPOSITION DES LOCAUX PAR LE MINISTERE	12
3.6.3. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	12
3.7. PERSONNEL.....	13
3.7.1. CHARGES DE PERSONNEL.....	13
3.7.2. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL AGRAF EN 2023	13
3.7.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE	13
3.7.4. ENGAGEMENTS DECES	13
3.7.5. INFORMATION SUR LES REMUNERATIONS	13
ANNEXES.....	14

BILAN



BILAN AU 31/12/2023

		EXERCICE 2022		EXERCICE 2021		EXERCICE 2022	
ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENT	NET	NET	PASSIF		
ACTIF PASSIF							
IMMOBILISATIONS INCORPORALES							
Concessions, brevets et licences	1 113 171	918 220	194 951	191 247			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Installations techniques & matériel et outillage industriel	9 992 300	7 472 993	2 279 397	1 772 381			
Install. générales, agencements et aménagements	9 999		9 999	9 989			
Matériel, matériel de bureau et informatique	1 348 000	2 760 822	307 832	256 637			
Immob. situées en courtoisier ou ailleurs	4 202		4 202	79 145			
Immob. financières							
Courtoisier ou ailleurs	95 450		95 450	99 152			
TOTAL I							
	12 264 152	10 472 980	1 776 172	1 828 151			
ACTIF CIRCULANT							
Stocks et en-cours	367 456		367 456	455 158			
Matériel, matériel et approvisionnement	367 456		367 456	455 158			
Avances et acomptes versés, engagements	34 333		34 333	18 138			
Acomptes fournisseurs	34 333		34 333	18 138			
CORRENTS							
Courtoisier	1 456 015		1 456 015	682 796			
Courtoisier	305 333		305 333	23 450			
Autres courtoisier	2 500		2 500	0			
Provisions	2 500		2 500	0			
Provisions des engagements courtoisier	1 148 192		1 148 192	682 270			
DISPONIBILITÉS							
Valeurs mobilières et comptes à terme	13 673 671		13 673 671	14 499 845			
Chèques à encaisser	4 078 036		4 078 036	12 005 710			
Comptes	5 575 749		5 575 749	2 445 550			
Comptes	22 086		22 086	28 635			
CHARGES DE RECONSTITUTION							
Charges courtoisier divers	187 250		187 250	175 540			
TOTAL II							
	15 718 933	0	15 718 933	15 834 471			
TOTAL ACTIF (I + II)							
	27 983 084	10 472 980	17 495 103	17 672 622			
PASSIF							
FONDS PROPRES							
Fonds propres							
Fonds associés, valeurs patrimoniales intégrées							
Fonds associés, réserves diverses							
Résultat de l'exercice							
Autres fonds associés							
Fonds associés, valeurs ajoutées							
Fonds de réserve							
Résultat sous contrôle de tiers financiers							
TOTAL I							
FONDS PROPRES, RÉSULTATS ET CHARGES							
Provisions pour risques							
Provisions pour charges							
TOTAL II							
FONDS PROPRES							
Sur réserves et de l'exercice							
TOTAL III							
DETTES							
Acomptes reçus							
Avances clients - Dépôts bancaires							
Fournisseurs et comptes rattachés							
Résultat de l'exercice							
Opérations de change et financer							
CHARGES DE RECONSTITUTION							
Produits courtoisier divers							
TOTAL IV							
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)							

COMPTE DE RESULTAT



COMPTES DE RESULTAT AU 31/12/2023

CHARGES	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022	PRODUITS	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
			Nombre de couverts servis	1 607 597	1 421 857
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	11 829 907	9 798 797	Ventes et production vendue	8 897 791	8 451 270
Achats de matières premières et autres approvisionnements	8 413 473	6 500 085	Production vendue	270 299	6 407 900
Dont EOGALIM	3 316 707	2 929 582	Participations repas conventions	891 880	715 611
Variation des stocks	30 719	88 949	Produits des activités annexes	1 035 652	1 327 859
Autres achats et charges externes :					
Matières et fournitures non stockées	304 367	889 416			
Entretien, contrats, honoraires, déplacements et autres serv. ext.	2 337 047	2 169 245			
Impôts, taxes et versements assimilés	162 861	180 599	Production consommée	184 082	157 337
Participation à la formation professionnelle continue	137 937	134 432	Avantages en nature - Restauration	184 082	157 337
Autres impôts, taxes et versements assimilés	44 324	46 117			
Charges de personnel	11 005 433	10 575 909	Subventions d'exploitation	12 815 693	13 083 074
Salaires et traitements	9 166 574	8 004 077	Subvention de fonctionnement de l'exercice	11 603 823	12 158 161
Charges sociales	2 683 358	2 571 832	Raprise Fonds dédiés	121 070	976 672
Autres charges sociales	55 501		Subvention interministérielle au titre des conventions		26 222
Dotations aux amortissements et aux provisions	523 566	524 329	Autres subventions reçues		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	229 09	461 029	Reprises sur provisions et transferts de charges		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	26 475	63 300	Reprises sur provisions pour charges d'exploitation		
Autres charges	66 350	119 908			
Pertes sur créances récupérables	31 577		Autres produits	600 238	561 978
Charges diverses de gestion courante	33 673	119 908	Produits divers de gestion courante	600 238	561 978
TOTAL I	24 512 015	21 190 543	TOTAL I	23 457 804	22 233 659
CHARGES FINANCIÈRES			PRODUITS FINANCIERS		
			Revenus des valeurs mobilières de placement	371 359	5 710
TOTAL II			TOTAL II	371 359	5 710
CHARGES EXCEPTIONNELLES			PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 003	9 357	Sur opérations de gestion	22 794	133 155
Pénalités et amendes	2 003	473	Pénalités	2 574	27 579
Autres charges exceptionnelles		9 880	Pertes de cartes	2 905	4 246
Créances irrécouvrables			Autres produits exceptionnels	17 315	101 330
Sur opérations en capital	18 603	5 740	Sur opérations en capital		
VGEAC - Immobilisations corporelles	18 603	5 740	Quote-part de "fonds associatifs" avec droit de reprise virée au compte de résultat		
Dotations aux amortissements et aux provisions			Reprises sur provisions et transferts de charges	22 153	
Pour risques et charges : dotations aux provisions			Reprises sur provisions pour risques		
TOTAL III	20 606	16 097	TOTAL III	147 947	133 155
Impôts (IV)	91 307	1 338			
Impôts dus sur comptes à terme	91 307	1 338			
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V)	24 603 922	21 216 979	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	23 877 101	22 372 524
Résultat de l'exercice (perte)	1 546 827	1 155 547			
TOTAL GENERAL	23 077 101	22 372 524	TOTAL GENERAL	23 077 101	22 372 524

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Depuis le second semestre de l'année 2022, l'AGRAF observe une fréquentation quasi similaire à « la normale » dans le contexte post-Covid, avec un taux de fréquentation avoisinant les 80% de celui enregistré en 2019. Il semblerait que le plafond ait été atteint, car la perte de la journée de télétravail octroyée aux agents MEFSIN (20%) ne sera vraisemblablement jamais compensée.

Au cours de l'année 2023, la fréquentation s'est établie à 79,3 % de celle de 2019, soit une moyenne de 7 246 couverts par jour sur l'année. Cela, malgré un impact négatif lié aux nombreuses journées de grèves dans la fonction publique liées à la réforme des retraites, qui a été estimé à environ - 30 000 couverts.

Les restaurants de Banque et Londres ont fermé au 30 novembre de façon définitive pour le 1er et pour travaux à date encore indéterminée au 20 février pour le 2nd.

Les travaux de rénovation du restaurant Saint Sulpice supervisés et lancés par le Secrétariat Général, se sont poursuivis et ont été finalisés en 2023 avec la réouverture du site le 16 octobre décliné sous la nouvelle identité culinaire de l'AGRAF.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes généraux

- « Les états financiers ont été établis en conformité avec les différents principes comptables généraux du règlement ANC 2014-03 sous réserves des dispositions particulières énoncées dans le règlement ANC 2018-06 relatif au plan comptable associatif applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 ».
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2. Principales méthodes utilisées

1.2.1. immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par l'association avant le 1^{er} janvier 1994 ont été valorisées à leur valeur d'utilité sur la base d'un inventaire physique réalisé au cours de l'exercice 1994.

Les immobilisations corporelles acquises à partir du 1^{er} janvier 1994 sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ces immobilisations sont, depuis le 1^{er} janvier 2003, comptabilisées H.T.

1.2.2. Durée et mode d'amortissement

Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés selon le mode linéaire sur une durée de :

- logiciels : 2 à 4 ans
- agencements et installations générales : 6 à 10 ans
- matériel et outillage : 3 à 10 ans
- matériel et mobilier de bureau, matériel informatique : 5 à 10 ans

1.2.3. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Ces stocks d'une valeur de 367 455€ en 2023 contre 456 168 € en 2022 se décomposent comme suit :

- Denrées :	251 155 €
- Boissons :	22 166 €
- Consommables :	75 288 €
- Produits lessiviels :	18 819 €
- Autres produits :	27 €

1.2.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

1.2.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur de marché.

L'AGRAF a souscrit auprès du CREDIT MUTUEL :

- Compte A Terme TRIPLEX : 4 000 000 EUR au taux : 1.80 % du 16/11/2022 pour 12 mois
- Compte A Terme TONIC PLUS : 6 000 000 EUR au taux : 2.50 % du 30/12/2022 pour 12 mois
- Compte A Terme TONIC PLUS : 4 000 000 EUR au taux : 3.78 % du 21/06/2023 pour 12 mois
- Gestion de Trésorerie Dynamique : depuis le 15/09/2023, chaque € du solde du compte principal > 200 000 EUR de pied de compte est rémunéré au taux de l'indice Ester (3.90 % depuis la souscription) minoré de 0,55 pt de frais bancaires

2. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

2.1. BILAN ACTIF

2.1.1. Tableau des immobilisations

	Solde 31/12/22	Acquisitions	Diminutions	Solde 31/12/23
immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	1 081 181	53 769	21 779	1 113 171
immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	10 409 486	302 518	2 149 287	8 562 718
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 561 723	170 973	244 205	2 488 491
IMMOBILISATION EN COURS	79 165	4 282	79 165	4 282
immobilisations financières				
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	89 152	6 338	0	95 490
	14 220 708	537 880	2 494 436	12 264 152

2.1.2. Tableau des amortissements

	Solde 31/12/22	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/23
immobilisations incorporelles				
CONCESSIONS,BREVETS ET LICENCES	889 934	50 065	21 779	918 220
immobilisations corporelles				
INST TECH MAT ET OUT INDUSTRIEL	9 236 525	310 504	2 134 091	7 412 938
AUTRES IMMO CORPORELLES	2 255 098	142 522	240 798	2 156 822
	12 381 557	503 091	2 396 668	10 487 980

2.1.3. Actif circulant

L'état des échéances des créances de l'actif circulant est le suivant :

Créances	montants nets	échéance	
		à un an au plus	A plus d'un an
créances clients et comptes rattachés	305 553		
autres créances			
créances diverses	1 048 996		
total	1 796 782		

Les créances clients et comptes rattachés se décomposent de la façon suivante :

- Facturations émises des restaurants (cocktail / forfait / HDM) : 107 031€
- Clients du club : 771€
- Factures des conventions : 95 562€
- Subventions interministérielles (PIM) : 101 989€

Les créances diverses se décomposent de façon suivante :

- TVA : 978 293€ sur la TVA à récupérer.
- Produit à recevoir 70 703€

3.1.3 Valeurs mobilières de placement

Les informations relatives à ce poste figurent dans le paragraphe 1.2.5 du présent document.

3.1.4 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance d'un montant de 187 258 € dont le détail se trouve en annexe, se résument comme suit :

Le loyer du siège du 1 ^{er} trimestre 2024	114 617 €
La maintenance annuelle 2024 sur Talentia	25 374 €
Diverses charges	47 267 €

2.2. BILAN PASSIF

2.2.1. Fonds propres

3.2.1.1 Fonds propres

Les fonds propres sont constitués des comptes :

Valeur du patrimoine intégré :	2 298 493 €
Réserves diverses :	1 108 456 €
Résultat de l'exercice	- 646 827 €

3.2.1.2 Autres fonds propres

Les autres fonds propres sont constitués des comptes :

Fonds « associatifs » avec droit de reprise :	1 680 682 €
---	-------------

Avec un résultat sous contrôle de tiers financeurs de :	3 393 680 € au 31/12/2023
Soit un total Autres Fonds Propres de :	5 074 362 €

3.2.1.2.1 Fonds «associatifs» avec droit de reprise (nets)

Ces fonds correspondent au montant de l'actif net immobilisé (hors cautionnements versés) soit 1 680 682 € (12 168 662 € de valeur brute auxquels sont déduits 10 487 980 € d'amortissements).

Détail des mouvements :

- Fonds «associatifs» avec droit de reprise

Solde au 1 ^{er} janvier 2023	1 749 999 €
Investissements 2023	527 260 €
Immobilisations en cours 2023	-74 883 €
Dotations amortissements 2023	- 503 091 €
VNC s/cession 2023	-18 603 €

3.2.1.2.2 Résultat sous contrôle de tiers financeurs

Depuis 2007, la convention d'objectifs et de moyens (COM) entre l'Etat et l'AGRAF prévoyait à la fois un droit de reprise de la part du Ministère et une condition résolutoire pouvant le conduire à demander le reversement des excédents dégagés et non consommés à la clôture de l'exercice N+5, ce qui se serait traduit par la constatation d'une charge dans les comptes de l'association par la contrepartie d'une dette vis-à-vis du ministère.

Ainsi, il a été décidé d'adopter le mécanisme des résultats sous contrôle des tiers financeurs prévu par le règlement 2018/06 de l'ANC. Ce mécanisme conduit à affecter le résultat de l'exercice N dans un compte 115 « Résultats sous contrôle de tiers financeurs » après l'approbation annuelle des comptes de l'association et d'imputer sur ce report à nouveau, avec l'accord du ministère, les éventuels déficits ou dépenses spécifiques générés les exercices suivants.

La dernière convention d'objectifs et de moyens (COM) qui s'est terminée le 31 décembre 2019 a été remplacée par une convention d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) entre l'Etat et l'AGRAF conclue pour une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 renouvelable une fois par tacite reconduction. L'avenant n°2 à la COMP signé pour l'année 2023 prévoit dans son article 8 : *L'association peut être autorisée par le Secrétaire Général à reporter l'excédent de subvention constaté au titre d'un exercice sur l'exercice suivant. Les propositions d'affectation de cet excédent seront présentées au conseil de surveillance.*

2.2.2. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques d'un montant total de 106 125€ correspondent :

- Aux risques évalués d'indemnités à payer dans le cadre de litiges prud'homaux pour 93 622 €
- A la provision pour médailles du travail pour 12 503 €

Tableau de variation :

	Solde 31/12/22	Augmentations	Diminutions	Solde 31/12/23
PROVISIONS POUR LITIGES	193 300		99 678	93 622
PROVISIONS POUR MEDAILLES DU TRAVAIL	12 389			12 503
	205 689		99 678	106 125

L'AGRAF a constitué, pour couvrir la charge potentielle, une provision de 12 503 €. Elle a été établie en tenant compte d'un historique des charges réellement payées par l'AGRAF. En effet, l'attribution d'une prime pour les médailles du travail n'est pas prévue par la convention collective de la restauration dont relève l'AGRAF, mais a été actée par une décision de la Présidence de l'AGRAF en date du 5 février 2002. Provisions pour litiges prud'homaux concernant 2 dossiers.

2.2.3. Avances clients-dépôts usagers

Le montant du compte « Avances clients-dépôts Usagers » correspond au solde des cartes usagers au 31 décembre 2023 (dépôts reçus des clients diminués des ventes de l'exercice) et s'élève à 351 942 €.

2.2.4. Dettes

L'ensemble des dettes de l'AGRAF est à échéance de moins d'un an.

2.2.5. Charges à payer

Les montants des charges à payer se décomposent comme suit :

Fournisseurs factures non parvenues	375 947 €
Personnel (provisions CP/RTT)	1 720 037 €
Autres dettes sociales et fiscales	584 106 €

2.2.6. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 3 357 097 € au 31 décembre 2023.

Ils se décomposent comme suit par exercice :

▪ au titre des exercices précédents ;	3 209 818 €
▪ au titre de l'exercice 2023	147 279 €

Puis comme suit par nature de poste :

- Paradis dentification salle ;	20 000 €
- Paganini protections groupes froids sur toit ;	220 €
- Rénovation restaurant Chevaleret ;	3 034 274 €
- Réaumur matériel à remplacer ;	45 900 €
- Sully trappe-convoyeur plateaux ;	105 471 €
- Club création toilette client ;	19 592 €
- Diderot remplacement des sols souple ;	131 640 €

Ces montants seront repris en déduction de la subvention de fonctionnement, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT**3.1. Ventilation du chiffre d'affaires clients**

	Montant HT
Repas Self	6 470 981
Suppléments repas Self	33 751
Boissons Self	93 641
Prestations Self subventionnées	6 598 372
Repas Autres administrations	671 887
Participation employeur	951 880
Conventions	1 623 767
Prestations cocktails, buffets, réunions	493 995
Prestations catering en cafétéria	361 393
Prestations Distribution Automatique	164 241
Prestations sandwichs Croq	323 960
Prestations sandwichs H.D.M	149 747
Prestations repas "Le Club"	139 447
Prestations "Club Ephémère"	3 065
Fournitures diverses	195
Produits des activités annexes	1 635 652
VENTES ET PRODUCTION VENDUE	9 857 791

3.2. Subventions d'exploitation

Les subventions reçues au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 13 268 070 € et se décomposent de la façon suivante :

▪ Subvention de fonctionnement	12 056 000 €
▪ Subvention interministérielle MEFSIN	1 212 072 €

3.3. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation 521 694 € sont principalement constitués par :

- la dotation aux amortissements + VNC : 521 694 €

3.4. Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 371 350 €. Ce montant correspond aux intérêts du compte du livret OBNL Triplex ouvert au Crédit Mutuel, et qui présente un solde au 31 décembre 2022 de 8 000 000 €.

3.5. Produits et charges exceptionnels / Transfert de Charges

Les produits exceptionnels d'un montant de 17 395 € sont constitués de :

▪ pertes de cartes	2 795 €
▪ pénalités sur marché	2 200 €
▪ divers	12 400 €

3.6. Mise à disposition de moyens par le ministère

3.6.1. Services administratifs du siège

Outre les personnels salariés de l'AGRAF, les services administratifs du siège de l'association comportent aussi des personnels fonctionnaires. Ils y sont affectés en position de mise à disposition. Au sein de l'AGRAF, les personnels fonctionnaires pour l'exercice représentent un budget de 93 511 €, qui a fait l'objet d'une facturation correspondante par le ministère.

3.6.2. Mise à disposition des locaux par le ministère

Les locaux des restaurants et les équipements qui y sont attachés sont mis à la disposition de l'association par le ministère dans le cadre de conventions. L'AGRAF n'est pas en mesure de déterminer le montant de la mise à disposition des locaux par le ministère, en raison de l'extrême difficulté à l'évaluer.

3.6.3. Contributions volontaires

Il s'agit là des estimations des moyens matériels et aides en nature mis à disposition par le ministère pour l'AGRAF, ce sont donc des dépenses valorisées et non remboursées :

Fonctions support de l'administration centrale (Affranchissement, reprographie)	3 683 €
---	----------------

3.7. Personnel

3.7.1. Charges de personnel

En 2023, les charges de personnel représentent 11 905 433 € dont 93 511 € pour la mise à disposition des fonctionnaires du siège, soit 2 agents au titre de l'exercice.

3.7.2. Ventilation de l'effectif moyen du personnel AGRAF en 2023

	SIEGE			ÉTABLISSEMENTS			TOTAL		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Cadres CDI	7.05	6.34	13.39	4.51	1.85	6.36	11.56	8.19	19.75
Cadres CDD	0.00	0.17	0.17	0.00	0.00	0.00	0.00	0.17	0.17
Agents de maîtrise CDI	1.99	0.73	2.72	8.75	0.08	8.83	10.74	0.81	11.55
Agents de maîtrise CDD	0.00	0.00	0.00	0.03	0.00	0.03	0.03	0.00	0.03
Employés CDI	0.00	5.00	5.00	106.50	102.35	208.85	106.50	107.35	213.85
Employés CDD	0.00	1.85	1.85	1.17	0.25	1.42	1.17	2.10	3.27
TOTAL	9.04	14.09	23.13	120.96	104.53	225.49	130.00	118.62	248.62

3.7.3. Engagements de retraite

Le montant des engagements de l'AGRAF en matière de retraite s'élève à 1 565 896 € chargé.

La méthode utilisée pour calculer ce montant prend comme base les indemnités auxquelles pourraient prétendre, le jour de leur départ à la retraite à l'âge de 65 ans, les salariés entrant dans l'effectif de l'AGRAF au 31 décembre 2023. Elle tient compte des paramètres suivants :

- La probabilité de présence dans l'entreprise (taux de turn-over soit 6,04 %) ;
- La probabilité de survie calculée en fonction du sexe et de l'âge actuel de chaque collaborateur concerné ;
- Le taux de charges patronales réellement constaté pour chaque salarié en 2023.

3.7.4. Engagements décès

La mise en place à compter du 1^{er} février 2009 de la mutuelle, accompagnée du bénéfice d'une garantie décès pour les salariés de l'AGRAF ayant plus de six mois d'ancienneté a modifié les règles de calcul.

Sachant que les engagements en matière de décès pour l'AGRAF ne concernent donc plus que les salariés ayant moins de six mois d'ancienneté, le montant des engagements de l'AGRAF en matière de décès est nul.

3.7.5. Information sur les rémunérations

Les membres du comité de direction (Président, Vice-Président et Trésorier) ne perçoivent aucune rémunération (salaires, primes, avantages en nature) au titre de leur fonction.

Evènement postérieur à l'exercice

Néant